

Think again  
Eric Le Boucher



## Faut-il réguler les cryptos ou les laisser mourir ?

VOUS CONNAISSEZ la blague des jeans à une seule jambe. Il en existe des cartons entiers que les commerçants s'achètent et se revendent sans, surtout, jamais les ouvrir. Ce sont des jeans pour acheter pas pour porter. Les cryptos sont des jeans à une seule jambe. Quelqu'un, un saboteur sûrement, a ouvert un carton et a compris que tout ce fatras techno avait une utilité zéro. Et krach !

Panique chez les cryptocommerçants. Le Bitcoin est passé de 60 000 dollars en septembre dernier à 18 000 aujourd'hui. L'Ethereum de 5 000 dollars à 1 000. Le marché des cryptos-jeans-à-une-jambe est parti en fumée de 3 200 milliards de dollars à 1 000 milliards. La filière licencie. Des vendeurs font faillite. Le bain de sang continue mais il est encore des boutiques ayant pignon sur rue qui vous affirment que « c'est le moment d'acheter ». Les lascars. Toutes les valeurs de la tech ont fondu ces dernières semaines, quand les traders ont changé de bord en devenant baissier, « bear ». La tech, paradis de l'investisseur, était montée, « trop haut », disent-ils. La nouvelle économie, celle qui innove et prépare l'avenir, le metaverse et les fusées pour Mars, était jusqu'ici un placement de père de famille : ça ne pouvait que monter, malgré les risques inhérents à toutes les inventions. Ça montait parce que des gens croyaient à la hausse et achetaient. Ne loupez pas le coche ! Mais fini. D'un coup, retournement. Le vieux capitaine Haddock a repris la main sur le gouvernail avec son sparadrapp nommé Tech. Il faut s'en débarrasser vite avant d'« être collé ».

**Veaux d'or électroniques.** Pourquoi ça ? « A cause des facteurs géopolitiques », répondent doctement les savants du marché : la guerre en Ukraine, la pandémie en Chine. En réalité, l'économie ralentit mais les firmes cotées annoncent encore de très beaux résultats. Alors, pourquoi devenir « bear » maintenant ? Et pas il y a deux ans quand la Covid a bloqué l'ensemble des productions mondiales ? La réponse, comme un jeu sur le « floor », est enfantine : « pass-ke ». C'est comme ça. Je suis « bear » parce que tout le monde est « bear ».

Et dans ce cadre noir, les placements les plus risqués sont les plus délaissés. Crypto-Krach ! Car à quoi servent ces Bitcoins-jeans à une jambe ? A payer de vraies choses ? Non. Les tentatives d'en faire une monnaie de transaction ont été abandonnées. Mark Zuckerberg a laissé tomber son Libra. Elon Musk, qui avait entre-ouvert l'idée de payer ses Tesla avec des cryptos, n'en parle plus. Les pays comme le Salvador ou la République centrafricaine, qui avait introduit le Bitcoin comme monnaie nationale parallèle à l'autre, se sont cognés contre le refus des populations, moins crétives que leurs dirigeants. Une monnaie capable de perdre 70% de sa valeur en six mois, c'est non.

Un placement rémunérateur ? Au début oui. Tant que les gogos se présentent. Et pour les attirer, les vendeurs ne mérogent pas. Les aides publiques distribuées si largement pendant la Covid ont laissé les gens toute la journée sur leur ordinateur tout en remplissant les bas de laine. La veuve de Carpentras est revenue à la Bourse et ses avatars. Une immense profession est née autour de ces veaux d'or électroniques. S'enrichir ! Et vite ! Des conseillers, des influenceurs, des sites, des plateformes, des malfrats en pagaille se sont précipités. Des stars de Hollywood ont été rémunérées pour chanter la gloire des cryptos pendant le Super Bowl.

Las, comme dans les pyramides de Ponzi, celui qui arrive à la fin fait la vaisselle. Et à l'heure qu'il est : la moitié des

crédules qui ont acheté des cryptos ont perdu. Et parfois beaucoup car les plus naïfs d'entre eux ont cru sincèrement à ces mensonges et ils y ont mis toutes leurs économies.

Une protection contre l'inflation ? C'est le dernier argument de la petite bande. Il repose sur le credo de départ du « nouveau monde ». Le Bitcoin serait né de

**« Point sûr : la communication devra prévenir, comme pour l'alcool, du danger. Mais pour le reste, le juste milieu n'est pas facile à trouver avec ces cryptos purs outils de spéculation »**

ses inventeurs (à ce qu'on sait, car les mystères sont entretenus comme dans Harry Potter) au cours de la crise financière de 2008. Les banques centrales n'ont rien vu venir, elles sont dans les mains de banques, de « la finance », avec l'assentiment des gouvernants. Les banques ont été renflouées, les pauvres gens ont réglé la facture. Il est temps de réinventer la monnaie, l'ordinateur le permet avec la blockchain qui certifie les coins. Finies les banques centrales et les monnaies nationales, finis même les États-nations complices, voilà le nouveau monde technologique, international et partagé.

Le beau récit « californien » bute en premier sur l'absence totale de valeur intrinsèque de la crypto, à la différence des monnaies gagées sur l'or et aujourd'hui sur le crédit des États. Et en second sur l'absence de maître à bord. Où est le responsable ? La réponse : le réseau, tout le monde, est une conception idéaliste qui ne tient pas. On en a la preuve aujourd'hui avec le krach, les épargnants ruinés n'ont personne vers qui se tourner. Bill Gates a résumé cette semaine : « les cryptomonnaies sont basées à 100% sur une théorie folle ».

**Créatures inutiles.** Devant cette folie, les gouvernements se partagent en deux groupes. Le premier, avec la Chine en avant-garde, a interdit ces créatures inutiles. Une douzaine de pays la suivent (Égypte, Tunisie, Bangladesh...) et une quarantaine d'autres ont limité l'usage. La liste dit que les pays censeurs sont soit des dictatures soit des gouvernants faibles ayant peur de voir leur population fuir la monnaie nationale. Soit encore les deux. La question de la liberté surgit alors dans les pays développés, où l'interdit est mal vu. Après tout, placer son argent en quoi que ce soit est toujours une activité risquée. Les épargnants sont responsables (ou irresponsables) d'eux-mêmes. Laissons-les perdre ce qu'ils veulent. Le krach a ranimé les envies de régulation. En particulier sur les « stablecoins » qui sont calés sur le dollar ou d'autres grandes monnaies, un dérapage peut avoir un effet déstabilisateur pour ladite monnaie.

Point sûr : la communication devra prévenir, comme pour l'alcool, du danger. Mais pour le reste, le juste milieu n'est pas facile à trouver avec ces cryptos purs outils de spéculation. Le plus difficile est qu'ils ne servent fondamentalement à rien mais portent l'attrait de notre époque pour le virtuel (jetons, NFT, Meta) qui ouvre le business, prolifère et lucratif, de la distraction. Amusons-nous ! Amusez-vous, nous dit la Chine.

@EricLeBoucher

## La France va envoyer en juillet un attaché de défense à l'ambassade de France au Rwanda pour faciliter le dialogue stratégique Paris et Kigali relancent une coopération militaire

Exclusif

**La lune de miel entre Paris et Kigali se poursuit.** Après la réconciliation politique entre Paul Kagamé et Emmanuel Macron, les deux dirigeants ont décidé d'entamer une coopération dans la défense autour du dialogue stratégique et de la formation.

Pascal Airault

C'EST UNE RÉVOLUTION. La France est sur le point d'envoyer un attaché de défense à Kigali. Le nom de ce colonel est encore jalousement gardé mais il prendra ses fonctions au mois de juillet à l'ambassade de France. Il sera accompagné d'un officier adjoint.

Emmanuel Macron avait annoncé le 27 mai 2021 le retour d'un ambassadeur français au Rwanda lors d'un déplacement à Kigali, marquant une normalisation des relations. Le poste était inoccupé depuis 2015 en raison des tensions bilatérales liées au procès sur l'assassinat du président Habyarimana, dans lequel des proches de Kagamé étaient visés. Ce procès est aujourd'hui clôturé et, de son côté, le Rwanda a renoncé à toute poursuite judiciaire contre des militaires français ayant participé aux différentes opérations au Rwanda, notamment Turquoise.

« Le Rwanda est un pays qui pèse sur le continent africain, plus particulièrement en Afrique centrale et de l'Est, confie un haut gradé français. Nous avons aujourd'hui une vraie volonté de travailler ensemble même si les militaires rwandais ne vont pas se jeter dans nos bras et vice versa. » A Paris, on considère que l'armée locale est bien commandée et redoutablement efficace, et capable de se projeter rapidement en dehors de ses frontières, comme récemment en Centrafrique et au Mozambique.

**Feuille de route.** Une délégation des forces rwandaises de défense (RDF) s'est rendue en France en mars 2022. Menée par le chef d'état-major, le général Jean Bosco Kazura, elle comprenait le chef du renseignement militaire, le général Vincent Nyakarundi, le responsable de la coopération militaire internationale, le général Patrick Karuretwa, et le chef des opérations et de la formation des RDF, le colonel Chrysostome Ngendahimana. Il s'agissait du premier déplacement de l'état-major rwandais en France depuis le génocide. Kigali a longtemps accusé la France et ses militaires de « complicité ». Mais Emmanuel Macron a réussi à apaiser les tensions dès son arrivée au pouvoir et a décliné avec Paul Kagamé une feuille de route pour la réconciliation et la coopération.

En mars 2021, la parution du rapport de la commission Duclert, chargée d'étudier le rôle de la France au Rwanda de 1990 à 1994, a permis aux historiens de cerner les torts de la France et de réchauffer la relation diplomatique. Deux mois plus tard, le voyage d'Emmanuel Macron au Rwanda a été un vrai succès diplomatique.

« Il reste un sujet mémoriel pour l'armée française, poursuit le haut gradé français. On ne peut pas faire comme si la responsabilité de militaires français n'était pas mentionnée dans les lieux de mémoire du génocide au Rwanda. Nos homologues rwandais nous disent que c'est une question qui devra trouver un épilogue politique. Mais cela ne remet pas en cause notre volonté de coopérer à l'avenir. »

En mars dernier, le général Jean Bosco Kazura a longuement échangé avec le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises avant de rencontrer les responsables de la direction de la Coopération de sécurité et de défense, un des départements du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le courant est passé avec le chef d'état-major rwandais, qui a commandé les troupes onusiennes au Mali, en 2013 et 2014. Et a donc été en contact à cette période avec les officiers français. La relation était professionnelle et apaisée. Il avait même, à l'époque, rencontré le général Pierre de Villiers, alors chef d'état-major des armées françaises.



Emmanuel Macron et Paul Kagamé à Rome, le 30 octobre 2021.

« Notre coopération militaire est à construire en fonction des demandes de notre partenaire, ajoute le haut gradé. Nous sommes, comme les officiers rwandais, très attachés à développer les aspects de formation pour les militaires africains. Nous avons différentes offres à faire valoir à l'École de guerre, à l'École de l'état-major et dans les Ecoles nationales à vocation régionale mises en place avec la coopération militaire française, comme à Libreville. La France a proposé à la partie rwandaise d'envoyer des stagiaires et même des formateurs. »

Un autre axe de développement de la relation est le dialogue stratégique sur les questions sécuritaires en Afrique. « Nous avons un sujet majeur de préoccupation, celui de l'appréciation et de l'anticipation des situations de crise et de leur évolution », explique le haut gradé.

**Invisibilisation.** Ce dialogue stratégique est déjà entamé. La nomination d'un attaché de défense va permettre de faciliter les échanges et d'avoir une courroie de transmission directe de l'information. Parmi les sujets actuels d'échanges, la Centrafrique, le Mozambique et la région des Grands Lacs.

Paris fonde l'espoir que l'Onu retrouve davantage d'influence alors que la Russie et son officine Wagner étendent leur toile. Le Département des opérations de paix de l'Onu est dirigé par le français Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint, et le Rwanda est le quatrième contributeur en casques bleus, notamment au Darfour, au Soudan du Sud, en Centrafrique.

En Centrafrique, la Rwandaise Valentine Rugwabiza a remplacé le Sénégalais Mankeur Ndiaye – dont le mandat a été jugé décevant – à la tête de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du pays (Minusca). Elle sera bientôt reçue à Paris.

Nommée à ce poste en février, cette diplomate chevronnée a rencontré en juin le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Elle met actuellement la pression sur les intervenants pour l'application de la feuille de route onusienne afin de ne plus laisser les autorités dans un tête à tête avec les paramilitaires de Wagner.

Paris a aussi des échanges réguliers avec Kigali sur le dossier mozambicain. L'armée rwandaise est intervenue au nord de ce pays pour libérer les villes de l'emprise des jihadistes. Cela doit permettre à TotalEnergies de reprendre la construction d'un gigantesque complexe de GNL dans la région de Cabo Delgado. Selon Africa Intelligence, Patrick Pouyanné, président du groupe, était en janvier à Kigali pour remercier le président rwandais de son intervention et évoquer les pistes de coopération avec le pays en matière d'électricité.

En développant sa coopération avec l'armée rwandaise, dont les effectifs sont estimés à 30 000 hommes, Paris compte ainsi continuer à exercer son influence en Afrique. A l'Elysée comme à l'état-major, l'heure est à l'invisibilisation de la présence militaire française à travers une africanisation et une européanisation des dispositifs.

@P\_Airault